

Lundi 8 février 2016

Honte à l'Europe des barbelés !

Il y a cinq mois, l'Europe était saisie d'émotion en découvrant la photo du petit Aylan, enfant syrien échoué sur une plage de Turquie. Depuis, trois cents enfants sont morts en Méditerranée, et dix mille errent isolés sur notre continent, livrés aux mafias, faute d'un accueil digne de ce nom.

« Devoir d'accueil », mais pas chez nous

Cela n'a pas empêché les dirigeants européens, réunis samedi dernier, de faire la leçon à la Turquie, sommée d'accomplir son « devoir d'accueil » envers les milliers de réfugiés syriens bloqués à sa frontière. Charité mal ordonnée ? Même pas : l'Union Européenne a promis trois milliards d'euros pour aider la Turquie à construire des camps pour parquer les migrants, uniquement dans le but de les empêcher de rejoindre les côtes européennes.

Les camps de rétention se multiplient aux frontières de l'Union, notamment en Grèce, petit pays sans moyens. Les murs et les barbelés réapparaissent à l'intérieur même de l'espace Schengen, pour empêcher la circulation des migrants.

Ceux-ci, après avoir été bloqués, parqués et déplacés sont désormais rackettés par les douaniers, autorisés à saisir une partie de leurs biens lors de leur entrée sur les territoires danois, suisse ou allemand. L'Allemagne, la Suède ou la Finlande s'appêtent à expulser une grosse partie des migrants arrivés en 2015, car fuir la misère n'est pas une raison valable pour être accepté sur le continent le plus riche du monde.

Dans ce bal des hypocrites, le gouvernement français mérite la palme de l'infamie

Calais abrite le plus grand bidonville d'Europe. Triste record. Ils sont 4000 migrants dans la « jungle » et 2000 à quelques kilomètres de là, près de Grande-Synthe, à survivre dans des tentes en attendant de pouvoir se rendre en Angleterre. Vendredi dernier, l'ONU elle-même a dénoncé les conditions « *alarmantes et insalubres* » dans lesquelles vivent les enfants du bidonville.

Pas de quoi émouvoir les politiciens. Le Front national affiche sa haine des migrants en soutenant un général en retraite, arrêté lors d'une manifestation raciste ce week-end à Calais. Xavier Bertrand, président de la région, a renchéri en demandant l'intervention de l'armée pour évacuer le bidonville. Il

est plus facile de s'attaquer aux misérables qu'à la misère !

Mais les vrais responsables de cette situation sont au gouvernement. Alors que l'Allemagne a enregistré un million de migrants en 2015, la France ne s'est engagée qu'à en accueillir 24 000 en deux ans. Tout est fait pour décourager les réfugiés d'y demander l'asile. La plupart traversent le territoire uniquement pour arriver en Angleterre ou en Allemagne, avant de finir parqués à Calais.

Travailleurs français et immigrés, ensemble contre « la misère du monde »

Pour justifier l'injustifiable, Valls et Hollande prétendent en substance qu'« *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde.* » Mais qu'ont-ils fait, ici, pour la combattre ?

Leur gouvernement a facilité les procédures de licenciement pour les grands groupes. Il a requis de la prison ferme contre les syndicalistes de Goodyear. Il compte diminuer les allocations chômage. Affamer les chômeurs n'a jamais permis de réduire le chômage, pas plus que refouler des familles qui fuient la guerre et la misère.

Contrairement à ce que prétendent les démagogues du PS, de droite et du FN, les travailleurs ne sont pas menacés par une vague d'immigration massive.

Mais ils font face à une offensive du grand patronat. Ce sont les mêmes qui plongent les migrants dans une misère sans nom à Calais et qui orchestrent la régression sociale.

Ne soyons pas dupes. Plus nous les laisserons s'en prendre aux migrants, plus ils se sentiront les mains libres pour s'en prendre à nos droits, nos acquis, ce qui reste de nos conditions de vie.

Ne nous laissons pas diviser. Face à l'offensive réactionnaire, affirmer notre solidarité avec les migrants n'est pas un luxe. C'est renforcer la solidarité de l'ensemble du monde du travail. Une des façons de préparer la riposte.

Derrière le blabla... la logique des suppressions de postes

Avec sa « réorganisation » du service CUP, la direction en profite pour supprimer des postes de responsables : deux postes de RU et un poste de RG CUP. Le RG est bien sûr reclassé, quant au devenir des RU, c'est moins clair. Le service CUP quant à lui sera réparti entre plusieurs secteurs de production. Quand la direction parle de « synergie entre la qualité et la production », on comprend bien où elle veut en venir, compacter toujours plus les effectifs pour presser le citron... Jusqu'où ? Seules nos réactions pourront contrecarrer ses calculs.

Non à l'arnaque du Cmod

Pour l'équipe B, la séance H+ obligatoire prévue le vendredi 5 février s'est finalement transformée en H+ au volontariat, avec déplacement des H+ Cmod le samedi 13 février. La direction a-t-elle senti le vent souffler ? Car un mécontentement certain s'exprimait dans l'équipe B face à ces séances de travail prévues lors de nos vendredis RTT. Face à ce petit recul, l'essentiel reste à défendre, en équipe A ou B : nous ne sommes pas à disposition, nos repos et week-ends nous appartiennent.

Ni chrono ni balances !

A la ZORC la direction veut faire l'essai de nouvelles feuilles de postes : l'opérateur devrait s'auto-chronométrer et en plus signaler par écrit (une colonne « commentaire » étant prévue à cet effet) les éventuelles attentes caristes, ou moniteur en réunion... pouvant altérer « l'efficacité ».

Autoflicage et dénonciation : ce n'est pas notre boulot !

Ils sèment la colère...

A Poissy, la direction confirme son intention de supprimer 740 emplois d'ici à mars 2017. Elle compte pour cela sur le DAEC, et sur la suppression de l'équipe de nuit, où travaillent de nombreux intérimaires. But annoncé : diviser par deux la production de véhicules et le nombre de salariés sur le site de Poissy, en passant de 4 600 actuellement à 2 300 grand maximum.

PSA casse l'emploi et dégrade les conditions des ouvriers restants : face aux maux du capitalisme, nous n'avons pas dit notre dernier mot !

Salariés bradés, bientôt la fin des soldes

Après les avoir classés « métier sensible » pour les empêcher de partir, PSA annonce l'externalisation de plus de 200 informaticiens rattachés aux usines. Capgemini doit récupérer l'activité. Avec le DAEC les salariés étaient déjà traités comme des pions qu'on reclasse de métiers en métiers, avec l'externalisation,

ils sont une marchandise... A Rennes, des informaticiens ont d'ailleurs manifesté dans l'usine à l'occasion d'une réunion sur la vente de leur service. Ils portaient tous une pancarte « PSA m'a vendu ». Ils ont bien raison de ne pas se laisser faire sans réagir, nous ne sommes pas à vendre !

Goodyear : un verdict qui nous révolte tous

Les 8 salariés de Goodyear, condamnés à 9 mois de prison ferme pour avoir retenu leur direction dans l'usine en se battant contre la suppression d'un millier d'emplois, sont aujourd'hui le symbole des attaques du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière dans son ensemble.

Jeudi dernier, plus de 80 rassemblements de solidarité ont eu lieu en France, avec des milliers de manifestants.

À celui de Paris, la tribune a rassemblé les salariés d'Air France poursuivis en justice, l'inspectrice du travail condamnée sur plainte du patron de Tefal dont elle avait dénoncé les tricheries et d'autres qui subissent l'offensive du patronat et du gouvernement contre les militants combattifs.

Face à cette condamnation, nous, salariés du public comme du privé, en butte aux mêmes actes de représailles du patronat ou de l'État, voire aux mêmes plans de licenciements, devons entrer dans la bataille, pour soutenir les Goodyear, mais aussi pour nous défendre tous ensemble.

Record de l'indécence battu

Un vieux bolide de course Ferrari vient d'être vendu aux enchères pour la somme historique de 32 millions d'euros.

Depuis le début de la crise, le secteur du luxe se porte à merveille et les ventes aux enchères battent des records. Ces riches qui ne savent plus quoi faire des fortunes accumulées sur notre dos sont les mêmes qui osent se plaindre du « coût du travail ».

L'état d'urgence, c'est le règne de l'arbitraire

Amnesty international vient de publier un rapport qui confirme ce que l'on peut observer depuis le début de l'état d'urgence : en plus d'être inefficaces, les assignations à résidence et perquisitions en masse sont des atteintes graves et discriminatoires orchestrées sans preuve sérieuse. En s'appuyant sur une soixantaine de témoignages, le rapport montre que les personnes perquisitionnées sans raison en ressortent traumatisées et stigmatisées.

Le gouvernement voudrait voir cet arbitraire policier inscrit dans la Constitution.

Afin de pouvoir utiliser ce dispositif comme bon lui semble, en particulier contre les militants, comme on l'a vu lors de la COP 21 lorsque les manifestations ont été interdites et des écologistes assignés à résidence.